



Les personnes les plus proches de la forêt sont encore les plus éloignées du financement

Par Peter Mpilembo et Jean-Christophe Bokika, Mbou-Mon-Tour et Devyani Nighoskar, Ashden

Les dirigeants de l'ONG congolaise Mbou-Mon-Tour partagent les défis auxquels les peuples autochtones et les organisations dirigées par les communautés locales sont confrontés dans leur travail de conservation, ainsi que la manière dont et pourquoi les bailleurs de fonds peuvent participer à ces solutions.

Lors de la COP16, le plus grand sommet mondial sur la biodiversité, les peuples autochtones et les communautés locales ont été officiellement reconnus comme des gardiens clés de la biodiversité. Ce fut une reconnaissance importante de ce que les communautés ont démontré depuis des générations : les forêts et les écosystèmes sont mieux protégés par ceux qui y vivent.

Les preuves montrent que la conservation menée par la communauté fonctionne. Et le leadership local doit être au centre de l'action environnementale. Mais cette prise de conscience n'a pas permis de financer directement et adéquatement les organisations dirigées par les peuples autochtones et les communautés locales (IPLC).

L'expérience de Mbou-Mon-Tour et d'Ashden montre que de nombreux bailleurs de fonds souhaitent faire évoluer leurs pratiques de financement, mais se heurtent à plusieurs obstacles. Parmi ceux-ci figure la visibilité limitée des organisations dirigées par les peuples autochtones et les communautés locales (IPLC). L'analyse de ces expériences met en lumière des enseignements importants pour les bailleurs de fonds qui souhaitent dépasser ces obstacles et rendre leurs financements plus accessibles à ces organisations.

Présentation de Mbou-Mon-Tour et à quoi ressemble une conservation efficace pour les communautés locales

Moi, Peter, je travaille avec Jean-Christophe Bokika qui a contribué à la fondation de Mbou-Mon-Tour en République démocratique du Congo, il y a près de trente ans. Nous œuvrons dans le bassin du Congo, qui abrite la deuxième plus grande forêt tropicale humide du monde. Sous son immense canopée vivent les bonobos, l'un des plus proches parents vivants de l'être humain. Cette espèce est endémique de la République démocratique du Congo : on ne la trouve à l'état sauvage nulle part ailleurs sur Terre. Classé en danger sur la Liste rouge de l'UICN, les bonobos se déplacent dans la forêt avec une liberté qui semble presque sans effort. Cependant, les protéger est loin d'être une tâche facile.

Les pressions économiques ont contribué à la déforestation, poussant les populations à la production de charbon de bois et à l'agriculture sur brûlis. À mesure que les forêts rétrécissaient, l'habitat disponible pour les bonobos et autres animaux sauvages diminuait aussi. Mais les familles locales devaient encore gagner un revenu et payer pour les soins de santé et l'éducation. La conservation ne pouvait pas réussir tant que ces réalités ne faisaient pas partie de la solution.



Le Dr Bakumba Mupama rend visite à Augustine Etomoni, 21 ans, qui a accouché deux jours plus tôt à la clinique de maternité construite par Mbou-Mon-Tour, Mai-Ndombe, République démocratique du Congo. Crédits photo : Herman Kambala/Ashden

Mbou-Mon-Tour a été créée en réponse à cela. L'organisation a désormais travaillé avec six villages pour obtenir des concessions forestières communautaires couvrant près de 50 000 hectares de forêt.

Les communautés ont également été soutenues pour déplacer progressivement l'agriculture vers les zones de savane, développer des activités agroforestières et générer des revenus grâce à l'écotourisme et la recherche scientifique centrée sur les bonobos. Aujourd'hui, ce travail profite directement à environ 10 000 personnes et 40 000 autres indirectement.

Pour Christine Badiwé, 49 ans, une résidente locale, ces changements peuvent être mesurés de manière plus personnelle. Auparavant, sa famille cultivait en forêt. Grâce au soutien de Mbou-Mon-Tour, ils ont été encouragés à déplacer leurs activités agricoles vers la savane et ont reçu une formation aux techniques agricoles durables. Aujourd'hui, elle cultive le manioc sur des terres de savane, contribuant à réduire la pression sur la forêt tout en améliorant ses récoltes. La culture nourrit sa famille, et les produits excédentaires sont vendus pour générer des revenus.

Des histoires comme celle de Christine expliquent pourquoi soutenir les moyens de subsistance des communautés n'est pas un bénéfice secondaire de la conservation. C'est l'une des raisons pour lesquelles la conservation réussit en premier lieu. Pourtant, les systèmes qui financent la conservation sont restés lents à évoluer. D'après notre expérience, le défi est souvent l'accès au financement.



(L) Christine Badiwé, 49 ans, artisanne formée par l'ONG Mbou-Mon-Tour aux techniques d'agriculture durable, pèle manioc, Maï-Ndombe, République démocratique du Congo. Crédits photo : Herman Kambala/Ashden

Défis auxquels sont confrontées les organisations dirigées par l'IPLC

Les opportunités de financement peuvent être difficiles à gérer. Les processus de candidature et les exigences de reporting sont souvent conçus en pensant aux grandes organisations. Ces procédures ne sont pas adaptées aux réalités et aux contextes sur le terrain. Les subventions sont souvent à court terme. Une grande partie des financements destinés aux communautés locales continue de passer par des couches d'intermédiaires avant d'atteindre les organisations effectuant le travail sur le terrain. **Malgré des engagements croissants envers une action locale, moins de 1 % du financement climatique international destiné à soutenir les peuples autochtones et les communautés locales leur parvient directement.**

Chez Mbou-Mon-Tour, nous faisons face à ces défis chaque jour. Instaurer la confiance avec les communautés, renforcer la gouvernance forestière communautaire, soutenir des moyens de subsistance plus durables et trouver un équilibre équitable entre les besoins des populations et la protection de la biodiversité est un travail à long terme. Créer ce type de coexistence pacifique entre les communautés et la nature ne peut être atteint en quelques mois. Cela demande de la patience, un engagement soutenu et des ressources. Pourtant, le financement est souvent accordé en courts cycles de six mois à un an, rendant difficile le soutien au changement durable dont dépendent les forêts saines et les communautés prospères. Cela rend la planification à long terme difficile et crée de l'incertitude tant pour les communautés que pour les organisations.



Les touristes observent les oiseaux dans un site de Mbou-Mon-Tour, Maï-Ndombe, République démocratique du Congo. Crédits photo : Herman Kambala/Ashden

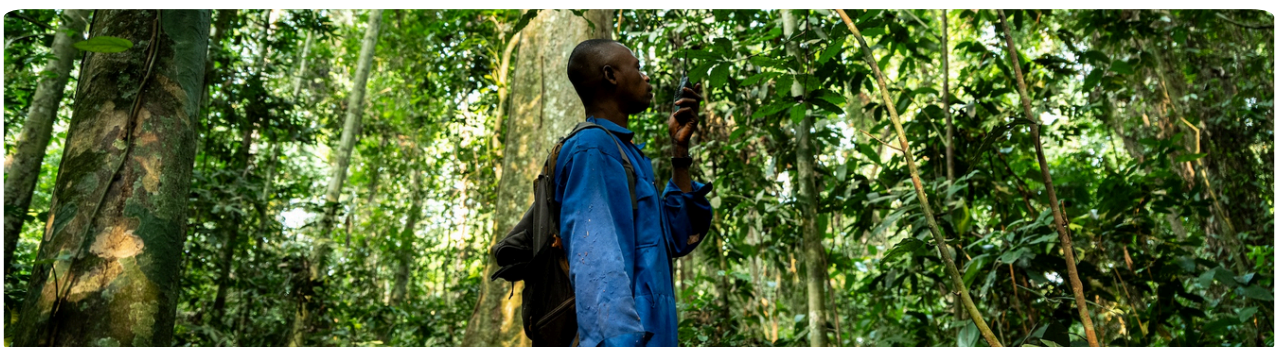
Une expérience récente résume les défis auxquels nous sommes confrontés. Mbou-Mon-Tour est partenaire du programme Forêts florissantes (Thriving Forests) porté par Ashden, qui soutient des organisations dirigées par les peuples autochtones et les communautés locales (IPLC) en Afrique, en Amérique latine et en Asie du Sud-Est. Plus tôt cette année, moi, Peter, j'ai été invité à Londres pour intervenir lors d'un événement organisé par Ashden sur la conservation menée par les communautés et son financement. Cependant, ma demande de visa a été refusée, m'empêchant ainsi d'y participer. Cette expérience met en lumière un problème plus général : les acteurs les plus proches des territoires et des communautés concernés continuent de se heurter à des obstacles structurels qui limitent leur accès aux espaces où se définissent les priorités de conservation et se prennent les décisions de financement.

Alors, pourquoi ces obstacles persistent-ils ? A travers l'expérience de Mbou-Mon-Tour et le travail d'Ashden avec 15 organisations communautaires via Thriving Forests, trois défis apparaissent constamment. Bien qu'ils puissent sembler différents en surface, ils proviennent souvent du même problème sous-jacent : **un manque de confiance envers les organisations dirigées par les communautés locales et les peuples autochtones.**

Premièrement, la conservation a souvent été conçue de l'extérieur vers l'intérieur. Les priorités, programmes et mesures de réussite sont souvent façonnés loin des communautés qu'elles sont censées soutenir. Bien que les organisations locales soient de plus en plus consultées, elles ne sont pas toujours impliquées dans la définition des solutions dès le départ. En conséquence, de nombreux cadres de suivi se concentrent principalement sur les résultats de la biodiversité, sans saisir pleinement les changements sociaux, économiques et institutionnels vers lesquels les communautés travaillent.

Deuxièmement, la visibilité façonne l'accès. Les partenaires de Mbou-Mon-Tour dans Thriving Forest sont des organisations remarquables protégeant les forêts, restaurant les écosystèmes et soutenant les moyens de subsistance, mais beaucoup restent largement inconnus des financeurs. Ces organisations communautaires jouent un rôle clé dans la collecte de données de terrain et de connaissances écologiques, mais leurs contributions ne sont souvent pas correctement reconnues ou créditées dans les publications scientifiques. Même lorsqu'elles participent à la recherche, elles peuvent rester invisibles dans les résultats finaux, ce qui limite leur reconnaissance en tant que véritables producteurs de connaissances. Parallèlement, les grandes organisations sont plus visibles car elles disposent d'une capacité de communication et de réseaux plus solides.

Troisièmement, les systèmes récompensent souvent la capacité administrative au détriment de la connaissance locale. Les mécanismes de financement, de surveillance et de responsabilité sont souvent construits autour de structures de reporting rigides qui ne reflètent pas toujours les réalités locales. Il peut sembler que la capacité à naviguer dans des formulaires de subventions complexes, souvent dans un langage qui n'est pas le leur, compte plus que des décennies d'expérience dans la protection d'un paysage. Mais aucun de ces défis n'est insurmontable.



Les touristes observent les oiseaux dans un site de Mbou-Mon-Tour, Mai-Ndombe, République démocratique du Congo. Crédits photo : Herman Kambala/Ashden

Comment les bailleurs de fonds peuvent aider à surmonter ces défis

Les partenariats doivent être construits sur la confiance et commencer à reconnaître les organisations locales comme des leaders, et non simplement comme des partenaires de livraison. Cela signifie impliquer les communautés dans la conception des programmes dès le départ, reconnaître différentes formes de connaissances et d'expertises, et concevoir les financements en fonction des réalités du travail de conservation plutôt que de la commodité administrative.

Un élément clé de cette mesure consiste à fournir un financement plus direct, flexible et à long terme. Les réalités locales évoluent, et les organisations ont besoin de la liberté d'adapter leur travail en conséquence. La flexibilité permet aux communautés de répondre aux besoins et opportunités émergents tout en restant concentrées sur des objectifs de conservation à long terme.

Cela signifie aussi investir dans plus que de simples programmes techniques. La visibilité, la narration et la construction de relations sont souvent considérées comme secondaires par rapport aux résultats de conservation. Pourtant, ce sont souvent ces éléments qui permettent aux organisations locales d'accéder à des financements, d'influencer les décisions et de maintenir leur travail sur le long du temps. Thriving Forests a montré comment le soutien aux communications et l'accès aux réseaux peuvent aider les organisations à devenir plus visibles.

Repensons aussi la manière dont la confiance et la responsabilité sont construites. Des systèmes solides de surveillance, d'apprentissage et de responsabilité comptent. Mais ils sont les plus efficaces lorsqu'ils sont développés avec des organisations locales plutôt que lorsqu'ils leur sont imposés. Les communautés sont souvent les premières à constater des changements dans les forêts, les moyens de subsistance et la biodiversité, et sont les mieux placées pour les suivre au fil du temps.

Les preuves sont déjà là. La conservation menée par la communauté fonctionne. Mais maintenant, la question est : nos systèmes de financement sont-ils prêts à lui faire confiance

En savoir plus sur [Mbou-Mon-Tour](#)

En savoir plus sur [Thriving Forests](#)

Image principale : un portrait de Babi Longomba, 51 ans, un suiveur de l'ONG Mbou-MonTour, patrouillant le site d'observation de Nkala, Mai-Ndombe, République démocratique du Congo Crédits photo : Herman Kambala/Ashden

Auteur principal

Peter Mpilembo est un professionnel de la conservation spécialisé dans la conservation de la biodiversité, la foresterie communautaire et la gouvernance environnementale en République démocratique du Congo. Il est actuellement directeur de la conservation et de la foresterie communautaire chez Mbou-Mon-Tour (MMT), engagé dans la conservation communautaire des bonobos (*Pan paniscus*) et la gestion durable des paysages forestiers dans le bassin du Congo.

Depuis 2020, Peter travaille à l'intersection de la conservation de la biodiversité, de la recherche scientifique et du développement communautaire. Son travail porte sur la conception et la mise en œuvre de modèles innovants de conservation communautaires, notamment les concessions forestières communautaires locales, (CFCL), l'intégration des connaissances locales dans la conservation, la participation

communautaire à la gouvernance des ressources naturelles, ainsi que le développement d'initiatives de moyens de subsistance durables favorisant la coexistence entre les communautés locales et la faune.

Parallèlement à ses responsabilités professionnelles, Peter poursuit un master à la Faculté des sciences de l'Université de Kinshasa, où il mène des recherches sur le bonobo (*Pan paniscus*). Ses recherches portent sur l'écologie comportementale, les interactions sociales et les facteurs influençant la dynamique de groupe dans l'habitat naturel de l'espèce.

Peter est également activement impliqué dans plusieurs réseaux et initiatives régionaux de conservation. Il est commissaire de la Great Apes Survival Alliance en Afrique centrale (AGSAC) et co-facilitateur de l'African Climate Action Initiative (ACAI), où il contribue aux discussions sur le renforcement du leadership africain en matière de conservation et la promotion d'un financement durable de la conservation.